

Cette allocation est de deux cent cinquante mille (250.000) F CFA pour les pays d'Afrique.

Article 44 : Lorsque le taux de l'allocation de stage, de financement extérieur, est inférieur au montant de l'allocation de stage prévue à l'article 42, la différence est supportée par le Budget d'Etat.

Article 45 : Les fonctionnaires de la Police nationale effectuant leur stage à l'étranger percevront avant leur départ une allocation d'équipement dont le montant est fixé à trois cent cinquante mille (350.000) F CFA.

Article 46 : Les fonctionnaires de la Police nationale en stage de formation à l'étranger ont le droit de passer leurs vacances scolaires au Mali tous les deux (2) ans.

Cependant dans les pays où les stagiaires étrangers regagnent obligatoirement leur pays d'origine pour les vacances scolaires, le transport gratuit est assuré par l'Etat.

Article 47 : Au cas où l'année de vacance coïncide avec la fin du stage, le stagiaire a droit uniquement aux titres de transport de bagages pour le rapatriement définitif et au transport personnel si les frais sont à la charge du Budget de l'Etat.

Le poids de bagages des stagiaires, à l'occasion de leur rapatriement définitif, est fixé conformément au tableau ci-dessous :

GROUPES	DROITS EN POIDS DE BAGAGES (en kilogrammes)			
	Bateau	Train	Route	fret
<u>Groupe I</u> : Corps des Commissaires de Police	300	300	250	125
<u>Groupe II</u> : Corps des Inspecteurs de Police	250	250	200	100
<u>Groupe III</u> : Corps des Sous/officiers de Police	200	200	150	75

Ce bénéfice est accordé aux stagiaires ayant accompli trois (03) mois de stage au moins.

Article 48 : Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux fonctionnaires de la Police nationale effectuant des études à l'étranger.

CHAPITRE XVI : DISPOSITIONS FINALES

Article 49 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du Décret n°08-350 /P-RM du 26 juin 2008 fixant les conditions et modalités d'octroi et les taux des indemnités allouées aux fonctionnaires de la Police nationale.

Article 50 : Le présent décret prend effet à compter du 1^{er} juillet 2016.

Article 51 : Le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 14 juin 2016

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,
ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions par intérim,
Mahamane BABY**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,
Colonel Major Salif TRAORE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSEE**

**DECRET N° 2016-0414/P-RM DU 14 JUIN 2016 FIXANT
LE CADRE ORGANIQUE DU PROGRAMME DE
DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE
BASSIN DU BANI ET A SELINGUE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°05-013 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale du Génie rural ;

Vu la Loi n°06-045 du 06 septembre 2006 portant Loi d’Orientation agricole ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 Septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l’organisation et du contrôle des Etablissements publics ;

Vu la Loi n°2016-003 du 12 février 2016 portant création du Programme de Développement de l’Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué (PDI-BS) ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 Juillet 1985 fixant les conditions et procédures d’élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret n°2016-0412/P-RM du 14 juin 2016 fixant l’organisation et les modalités de fonctionnement du Programme de Développement de l’Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué (PDI-BS) ;

Vu le Décret N° 2015-0003/P-RM du 8 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2016-0156/P-RM du 16 mars 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le cadre organique du Programme de Développement de l’Irrigation dans le Bassin du Bani et à Sélingué est fixé comme suit :

Structure/Poste	Cadre/Corps	Catégorie	Effectifs/Années				
			I	II	III	IV	V
UNITE CENTRALE DE COORDINATION ET DE GESTION							
Coordinateur national	Ingénieur d' Agriculture et du Génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts /Vétérinaire et Ingénieur de l' Elevage/Ingénieur des Constructions civiles/ Planificateur/ Professeur/Chercheur	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en irrigation et suivi des grands travaux	Ingénieur d' Agriculture et du Génie rural/ Ingénieur des Constructions civiles/ Ingénieur des Eaux et Forêts	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en gestion administrative et financière	Inspecteur des Finances/Inspecteur des Impôts/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Administrateur civil	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en acquisitions et passation des marchés	Inspecteur des Finances/Inspecteur des Impôts/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Services économiques/Administrateur civil.	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en suivi- évaluation	Ingénieur d' Agriculture et du Génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts/Vétérinaire et Ingénieur de l' Elevage/Ingénieur de la statistique/Planificateur/ Inspecteur des Services économiques	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en gestion environnementale et sociale	Ingénieur des Eaux et Forêts / Ingénieur d' Agriculture et du Génie rural/ Vétérinaire et Ingénieur de l' Elevage/ Planificateur/ Professeur/Chercheur	A	1	1	1	1	1

Spécialiste des questions foncières et juridiques	Magistrat/Administrateur civil	A	-	-	1	1	1
Spécialiste en genre et approche participative	Ingénieur d'Agriculture et du Génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts/Professeur/ Magistrat/Administrateur civil	A	1	1	1	1	1
Spécialiste en communication	Journaliste Réalisateur /Administrateur Civil	A	-	1	1	1	1
Comptable	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/ Contrôleur des Impôts/ Contrôleur des Services économiques	A/B2	1	1	1	1	1
Comptable matières	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/ Contrôleur des Impôts/ Contrôleur des Services économiques	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé du contrôle interne	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des services économiques/ Inspecteur des Impôts/Administrateur Civil	A	1	1	1	1	1
Assistant comptable	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/ Contrôleur des Impôts/ Contrôleur des Services Economiques	A/B2	1	1	1	3	3
Secrétaire/Assis tant administratif	Secrétaire de Direction/Attaché d'administration/ Adjoint administratif	B1/B2/C	2	2	3	3	3
Chauffeur		Contractuel	2	2	3	3	3
Total effectif			15	16	19	21	21
UNITES LOCALES DE GESTION (DJENNE – BLA/SAN- SELINGUE)							
Coordinateur local	Ingénieur d'Agriculture et du Génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts /Vétérinaire Ingénieur de l'Elevage/Ingénieur des Constructions civiles/ Professeur/Chercheur	A	1	1	1	1	1
Chargé des Infrastructures	Ingénieur de génie rural/Ingénieur de Construction civile, Technicien d'Agriculture et du Génie rural, Technicien des Constructions civiles	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des organisations paysannes et du genre	Ingénieur d'Agriculture et du génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts /Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/Ingénieur des Constructions civiles	A	1	1	1	1	1

Chargé d'agronomie	Ingénieur d'Agriculture et du génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts /Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/Ingénieur des Constructions civiles/Professeur/Chercheur	A	1	1	1	1	1
Chargé du suivi évaluation	Ingénieur d'Agriculture et du génie rural/ Ingénieur des Eaux et Forêts/Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage/Ingénieur de la statistique/Planificateur/Inspecteur des services économiques/Professeur/Chercheur	A	1	1	1	1	1
Comptables	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/ Contrôleur des Impôts/ Contrôleur des Services Economiques	A/B2	3	3	3	3	3
Comptable matières	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/ Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/ Contrôleur des Services économiques	A/B2	1	1	1	1	1
Assistant comptable	Inspecteurs des Finances/Inspecteur du Trésor/Inspecteur des Impôts/Inspecteur des Services économiques/Contrôleur des Finances/Contrôleur du Trésor/Contrôleur des Impôts/Contrôleur des Services économiques	A/B2	1	1	3	3	3
Animateurs	Technicien d'Agriculture et du Génie rural/Technicien supérieur des Affaires sociales	B1/B2	2	2	4	4	4
Secrétaire	Secrétaire de Direction/ Attaché d'Administration/ Adjoint Administratif	Contractuel	1	1	2	2	2
Chauffeurs		Contractuel	2	2	2	2	2
Effectif par Unités Locales			15	15	20	20	20
Effectif Total Unités locales			45	45	60	60	60
Total effectif Unité Centrale			15	16	19	21	21
Effectif total			60	61	79	81	81

Article 2 : Le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre du Travail, de la Fonction publique, chargé des relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 14 juin 2016

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Agriculture,
Kassoum DENON

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSE

Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,
ministre du Travail et de la Fonction publique,
chargé des Relations avec les Institutions par intérim,
Mahamane BABY

**DECRET N° 2016-0415/P-RM DU 14 JUIN 2016
FIXANT LA LISTE, LES CONDITIONS, LES
MODALITES D'OCTROI ET LES TAUX DES
INDEMNITES ET ALLOCATIONS ACCORDEES
AUX FONCTIONNAIRES DE LA PROTECTION
CIVILE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi n°2015-002 du 30 janvier 2015 portant statut des fonctionnaires de la Protection civile ;
Vu l'Ordonnance n°44/CMLN du 11 août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;
Vu le Décret n° 2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret n°2016-0156/P-RM du 16 mars 2016 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Le présent décret fixe la liste, les conditions, les modalités d'octroi et les taux des indemnités et allocations accordées aux fonctionnaires de la Protection civile.

Article 2 : Les indemnités accordées aux fonctionnaires de la Protection civile sont :

- l'indemnité de représentation et de responsabilité ;
- l'indemnité de mission ;
- l'indemnité de déplacement ;
- l'indemnité de caisse et de gestion ;
- l'indemnité de contrôle et de vérification ;
- l'indemnité pour heures supplémentaires ;
- l'indemnité de monture personnelle ;
- l'indemnité de résidence ;
- l'indemnité compensatoire de logement ;
- l'indemnité de cherté de vie ;
- l'indemnité forfaitaire de communication téléphonique ;
- l'indemnité spéciale de solidarité ;
- l'allocation de stage ;
- les allocations familiales.

**CHAPITRE II : DE L'INDEMNITE DE REPRESENTATION
ET DE RESPONSABILITE**

Article 3 : L'indemnité de représentation et de responsabilité est accordée aux fonctionnaires de la Protection civile occupant des emplois supérieurs ou spécifiques au sein de la Protection civile pour compenser certaines sujétions particulières liées à l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées.

Elle est octroyée conformément au tableau ci-après :